



Programme des Nations Unies pour l'environnement

Distr.
GENERAL

UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/24
6 novembre 2018

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Quatre-vingt-deuxième réunion
Montréal, 3 – 7 décembre 2018

RETARDS DANS LA SOUMISSION DES TRANCHES

Introduction

1. En application de la décision 47/50(d),¹ le Secrétariat a rédigé le présent document sur les retards subis dans la soumission des tranches au titre des accords pluriannuels. Ce document présente les mesures prises pour donner suite aux décisions sur les retards dans la soumission des tranches adoptées à la 81^e réunion, une analyse de chacune des tranches qui n'ont pas été soumises à la 82^e réunion, les raisons pour lesquelles des tranches présentées à cette dernière ont fait l'objet de retraits, ainsi que des recommandations.

Suite donnée aux décisions prises sur les retards dans la soumission des tranches à la 81^e réunion

2. En application de la décision 81/27(b), le Secrétariat a écrit aux gouvernements de 35 pays visés à l'Article 5 afin de les exhorter à soumettre à la 82^e réunion la tranche suivante de leur plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH). En conséquence, les gouvernements de la Bosnie-Herzégovine², du Brésil³, de Brunei Darussalam⁴, du Tchad⁵, de Cuba⁶, de la Guinée équatoriale⁷, de Panama⁸, du Rwanda⁹ et de Sainte-Lucie¹⁰ ont soumis leurs tranches respectives de leur PGEH. Cependant, aucune proposition de

¹ Le Comité exécutif a décidé d'inclure à l'ordre du jour des prochaines réunions une sous-rubrique distincte portant sur les retards dans la proposition des tranches annuelles et le décaissement des fonds pour les tranches et les obligations.

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/39

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/41

⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/42

⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/44

⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/46

⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/50

⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/55

⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/56

¹⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/57

tranche n'a été soumise par les gouvernements de l'Algérie, d'Antigua-et-Barbuda, de la Barbade¹¹, de la République centrafricaine, de la Chine (phase II – secteur de la mousse rigide PU)¹², des Comores, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de Djibouti, de Dominique, du Gabon, de la Guinée, d'Haïti¹³, du Mali, du Mozambique, du Niger, du Pakistan, de la République de Moldavie, du Qatar, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines¹⁴, de l'Arabie Saoudite, de la Sierra Leone¹⁵, du Togo, de la Tunisie, de la Turquie et de la République bolivarienne du Venezuela.

Analyse des tranches non soumises à la 82e réunion

3. Cinquante et une activités associées aux tranches de PGEH pour 31 pays, dont la valeur totale s'élève à 20 255 789 \$US (y compris les coûts d'appui d'agence), et qui devaient être soumises à la 82^e réunion, ne l'ont pas été, comme cela est décrit à l'Annexe I du présent document¹⁶. De plus, trois tranches de la phase I ou de la phase II des PGEH, pour un montant de 11 403 355 \$US (y compris les coûts d'appui d'agence), ont été présentées à la 82^e réunion, mais ont été retirées par la suite par les agences d'exécution concernées au cours du processus d'examen des projets, comme le montre l'Annexe I.

Raisons des retards et incidence sur la conformité

4. Les retards dans la présentation des tranches des PGEH sont dus aux raisons suivantes : décisions et/ou approbations gouvernementales, changements au sein de l'Unité nationale d'ozone (UNO), modification structurelle (14); absence du rapport de vérification obligatoire (12); insuffisamment de fonds de la tranche précédente toujours disponibles (5); décaissement inférieur au seuil de 20 % des fonds approuvés pour la tranche précédente (24); retards dans la mise en œuvre du volet Investissements (6); questions relatives à la sécurité (1); signature des accords (7); agence principale ou de coopération pas prête pour la soumission de la proposition (2); difficultés internes ou externes (8); système d'octroi de licences opérationnel (2); révision de l'accord (2); ou aucun rapport financier et/ou périodique présenté (4).

5. Comme l'indiquent les agences bilatérales et d'exécution concernées, les retards dans la présentation des tranches qui étaient dues n'auront pas d'incidence (ou ne devraient pas en avoir) sur le respect des obligations des pays en vertu du Protocole de Montréal, à l'exception de l'Arabie Saoudite qui pourrait être en situation de non-conformité étant donné que la consommation de 1 060,2 tonnes PAO en 2017 n'était que 28 % inférieure à la valeur de référence des HCFC de 1 468,7 tonnes PAO. Toutes les tranches encore dues devraient être soumises à la 83^e réunion, sauf celle de l'Arabie Saoudite qui pourrait être présentée à la 84^e réunion.

Recommandations

6. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

(a) Prendre note:

- (i) Du rapport sur les retards dans la soumission des tranches figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/24 ;
- (ii) Des renseignements concernant les retards dans la soumission des tranches au titre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) transmis par les

¹¹ Selon la décision 81/27(b), la Barbade peut soumettre sa proposition à la 82e ou 83e réunion.

¹² Soumise mais retirée par la suite.

¹³ Selon la décision 81/27(b), Haïti peut présenter sa proposition à la 82^e ou 83^e réunion.

¹⁴ Selon la décision 81/27(b), Saint-Vincent-et-les-Grenadines peut présenter sa proposition à la 82^e ou 83^e réunion.

¹⁵ Soumise mais retirée par la suite.

¹⁶ À titre de comparaison, lors de la 81^e réunion, 43 tranches à soumettre par 32 pays n'ont pas été présentées.

gouvernements de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, du PNUD, du PNUE, de l'ONUDI et de la Banque mondiale ;

- (iii) Du fait que 40 des 91 activités liées aux tranches de PGEH devant être présentées à la 82^e réunion ont été soumises à temps ;
 - (iv) Du fait que les agences bilatérales et les agences d'exécution concernées ont affirmé que la soumission tardive des tranches de PGEH dues pour la deuxième réunion de 2018 n'aurait aucune incidence (ou ne devrait pas en avoir) sur la conformité avec le Protocole de Montréal, et que rien n'indique que les pays visés sont en situation de non-conformité avec les mesures de réglementation du Protocole de Montréal, sauf l'Arabie Saoudite qui pourrait éventuellement l'être ;
- (b) Demander au Secrétariat d'écrire aux gouvernements concernés au sujet des décisions prises en ce qui a trait aux retards dans la soumission des tranches figurant à l'Annexe I du présent rapport.

Annexe I

TRANCHES NON SOUMISES À LA 82^E RÉUNION

Pays	Agence	Tranche	Montant (y compris les coûts d'appui) (\$US)	Raison du retard/retrait	Recommandation
Algérie (Phase I)	ONUDI	2014	154 800	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'Unité nationale d'ozone (UNO), modification structurelle	Notant les difficultés que connaît actuellement le pays, demander l'annulation de la phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour l'Algérie lors de la 83 ^e réunion, ainsi que le retour des soldes restants à la 84 ^e réunion, de manière à ce qu'une proposition de phase II du PGEH puisse être présentée quand les conditions le permettront.
Antigua-et-Barbuda (Phase I)	PNUE	2015	6 610	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'UNO, modification structurelle, aucun rapport périodique ou financier présenté, difficultés internes ou externes	Notant que la deuxième (2015) tranche de la phase I du PGEH pour Antigua-et-Barbuda n'a pas été soumise en raison de modifications structurelles au sein du gouvernement, et demander l'annulation de la phase I du PGEH et le retour des soldes restants à la 82 ^e réunion, notant que la phase II du PGEH prendrait en compte la décision XXIX/19 sur les considérations particulières concernant les îles des Caraïbes touchées par des ouragans.
Arménie (Phase II)	PNUE	2018	58 082	Suffisamment de fonds de la tranche précédente toujours disponibles, seuil de décaissement de 20 %	Notant que le taux de décaissement général de la première (2016) tranche de la phase II du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 % et exhortant le gouvernement de l'Arménie à collaborer avec le PNUE afin que la deuxième (2018) tranche puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 % pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
République centrafricaine (Phase I)	PNUE	2013	62 150	Difficultés internes ou externes, questions relatives à la sécurité, seuil de décaissement de 20 %	Notant les difficultés que connaît actuellement le pays, et demander l'annulation de la phase I du PGEH pour la République centrafricaine lors de la 82 ^e réunion et le retour des soldes restants à la 83 ^e réunion, de manière à ce qu'une proposition de phase II du PGEH puisse être présentée lorsque les conditions le permettront.
Chine (Phase II – secteur de la mousse rigide PU)	Banque mondiale	2017	11 342 000	Signature de l'accord/document de projet, seuil de décaissement de 20 %	Notant que la deuxième (2017) tranche du plan du secteur de la mousse rigide de polyuréthane (PU) pour la phase II du PGEH soumise à la 82 ^e réunion avait été retirée, et exhortant le gouvernement de la Chine à collaborer avec la Banque mondiale afin d'accélérer la signature de l'accord, de manière à ce que la deuxième tranche puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2017 et des tranches ultérieures, étant

Pays	Agence	Tranche	Montant (y compris les coûts d'appui) (\$US)	Raison du retard/retrait	Recommandation
					entendu que le seuil de décaissement de 20 % pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Comores (Phase I)	PNUE	2018	33 900	Absence de rapport de vérification	Notant que la vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC n'avait pas été achevée et exhortant le gouvernement des Comores à collaborer avec le PNUE afin de terminer ce processus, de manière à ce que la quatrième (2018) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures.
Congo (Phase I)	PNUE	2018	28 250	Mise en œuvre du volet Investissements	Notant les retards attribuables à la mise en œuvre du volet Investissements de la troisième (2016) tranche du PGEH et exhortant le gouvernement du Congo à collaborer avec le PNUE afin que la quatrième (2018) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures.
Côte d'Ivoire (Phase I)	PNUE	2016	168 156	Absence de rapport de vérification	Notant que la vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC n'avait pas été achevée et exhortant le gouvernement de la Côte d'Ivoire à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin de terminer ce processus, de manière à ce que la troisième (2016) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	492 200		
Djibouti (Phase I)	PNUE	2018	49 720	Absence de rapport de vérification	Notant que la vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC n'avait pas été achevée, et exhortant le gouvernement de Djibouti à collaborer avec le PNUE afin de terminer ce processus, de manière à ce que la troisième (2018) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures.
Dominique (Phase I)	PNUE	2016	74 354	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'UNO, modification structurelle du gouvernement, absence de rapport de vérification, difficultés internes ou externes, signature de l'accord/document de projet	Notant les retards attribuables aux modifications structurelles au sein du gouvernement et de l'UNO, et que la vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC n'avait pas été achevée, et exhortant le gouvernement de Dominique à collaborer avec le PNUE afin de terminer ce processus, de manière à ce que la deuxième (2016) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, notant la décision XXIX/19 sur les considérations particulières concernant les îles des Caraïbes touchées par des ouragans.

Pays	Agence	Tranche	Montant (y compris les coûts d'appui) (\$US)	Raison du retard/retrait	Recommandation
Gabon (Phase I)	PNUE	2018	56 500	Absence de rapport de vérification	Notant que la vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC n'avait pas été achevée et exhortant le gouvernement du Gabon à collaborer avec le PNUE afin de terminer ce processus, de manière à ce que la quatrième (2018) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures.
Guinée (Phase I)	ONUDI	2016	172 000	Absence de rapport de vérification	Notant que la vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC n'avait pas été achevée et exhortant le gouvernement de la Guinée à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin d'achever ce processus, de manière à ce que la troisième (2016) tranche du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	PNUE	2016	73 450		
Guyane (Phase II)	PNUD	2018	71 423	Agence principale pas prête à soumettre la proposition	Notant que la vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC n'avait pas été achevée et exhortant le gouvernement de la Guyane à collaborer avec le PNUD et le PNUE afin de terminer ce processus, de manière à ce que la deuxième (2018) tranche de la phase II du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures.
	PNUE	2018	74 015	Absence de rapport de vérification	
République islamique d'Iran (Phase II)	Allemagne	2018	1 166 127	Seuil de décaissement de 20 %	Notant que le taux de décaissement général de la première (2016) tranche de la phase II du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 % et exhortant le gouvernement de la République islamique d'Iran à collaborer avec les gouvernements de l'Allemagne et de l'Italie, le PNUD, le PNUE et l'ONUDI afin d'accélérer la mise en œuvre, de manière à ce que la deuxième (2018) tranche puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 % pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
	Italie	2018	565 000	Seuil de décaissement de 20 %	
	PNUD	2018	1 705 559	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'UNO, modification structurelle, difficultés internes ou externes, seuil de décaissement de 20 %	
	PNUE	2018	213 614	Seuil de décaissement de 20 %	
	ONUDI	2018	624 880	Seuil de décaissement de 20 %	
Irak (Phase I)	PNUE	2017	247 634	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'UNO, modification structurelle, signature de l'accord/document de projet	Notant les retards attribuables aux modifications structurelles au sein du gouvernement et que l'accord n'avait pas été signé, et exhortant le gouvernement de l'Irak à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin

Pays	Agence	Tranche	Montant (y compris les coûts d'appui) (\$US)	Raison du retard/retrait	Recommandation
	ONUDI	2017	225 750	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'UNO, modification structurelle, signature de l'accord/document de projet, seuil de décaissement de 20 %	d'accélérer la signature de l'accord, de manière à ce que la troisième (2017) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion.
Jordanie (Phase II)	Banque mondiale	2018	1 084 503	Mise en œuvre du volet Investissements, seuil de décaissement de 20 %	Notant que le taux de décaissement général de la première (2016) tranche de la phase II du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 % et exhortant le gouvernement de la Jordanie à collaborer avec l'ONUDI et la Banque mondiale afin d'accélérer la mise en œuvre, de manière à ce que la deuxième (2018) tranche puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 % pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
	ONUDI	2018	578 708	Seuil de décaissement de 20 %	
Koweït (Phase I)	PNUE	2016	371 703	Aucun rapport périodique ou financier présenté, seuil de décaissement de 20 %	Notant la non-présentation des rapports périodiques et financiers et que le taux de décaissement général de la deuxième (2014) tranche du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 % et exhortant le gouvernement du Koweït à présenter les rapports périodiques et financiers et à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin que la troisième (2016) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 % pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
	ONUDI	2016	1 128 684	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'UNO, modification structurelle, aucun rapport périodique ou financier présenté, seuil de décaissement de 20 %	
Mali (Phase I)	PNUE	2018	58 760	Suffisamment de fonds de la tranche précédente toujours disponibles, aucun rapport périodique ou financier présenté	Notant la non-présentation des rapports périodiques et financiers et exhortant le gouvernement du Mali à présenter les rapports périodiques et financiers requis et à collaborer avec le PNUE afin que la quatrième (2018) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures.
Maroc (Phase I)	ONUDI	2017	37 625	Seuil de décaissement de 20 %	Notant que la troisième (2017) tranche de la phase I du PGEH soumise à la 82 ^e réunion avait été retirée, et exhortant le gouvernement du Maroc à collaborer avec l'ONUDI afin que la troisième (2017) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, étant entendu que l'accord entre le gouvernement et le Comité exécutif serait révisé de manière à tenir compte de la modification de la valeur de référence, qui est passée de 59,67 tonnes PAO à 51,35 tonnes PAO, du point de départ et du niveau de

Pays	Agence	Tranche	Montant (y compris les coûts d'appui) (\$US)	Raison du retard/retrait	Recommandation
					consommation maximal autorisé; le plan d'action sera révisé de manière à prendre en compte la consommation nulle de HCFC-141b dans le pays depuis 2014 et le fait que l'interdiction frappant l'importation de HCFC-141b pur est entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2015; et que le seuil de décaissement de 20 % pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Mozambique (Phase I)	PNUE	2016	33 900	Mise en œuvre du volet Investissements	Notant les retards attribuables à la mise en œuvre du volet Investissements de la deuxième (2014) tranche de la phase I du PGEH et la demande du gouvernement du Mozambique en vue de transférer le volet de l'ONUDI au PNUD pour la phase I du PGEH, et exhortant le gouvernement du Mozambique à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin d'accélérer le transfert au PNUD, de manière à ce que la troisième (2016) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, ainsi que le changement d'agence d'exécution.
	ONUDI	2016	81 750	Mise en œuvre du volet Investissements, seuil de décaissement de 20 %	
Niger (Phase I)	PNUE	2016	141 250	Absence de système d'octroi de licences et de quotas opérationnel	Notant les retards attribuables à l'absence de système d'octroi de licences et de quotas opérationnel, et exhortant le gouvernement du Niger à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin que la deuxième (2016) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, avec un point de départ rajusté pour les réductions globales de la consommation de HCFC qui tient compte de la consommation réelle dans le pays, et étant entendu que le gouvernement du Niger confirmera que le système d'octroi de licences a été stabilisé et que le système de quotas est fonctionnel.
	ONUDI	2016	96 750	Absence de système d'octroi de licences et de quotas opérationnel	
Pakistan (Phase II)	PNUE	2018	225 976	Mise en œuvre du volet Investissements	Notant les retards attribuables à la mise en œuvre du volet Investissements et que le taux de décaissement général de la première tranche de la phase II du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 % et exhortant le gouvernement du Pakistan à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin que la deuxième (2018) tranche de la phase II du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 % pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
	ONUDI	2018	2 118 442	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'UNO, modification structurelle, difficultés internes ou externes, seuil de décaissement de 20 %	

Pays	Agence	Tranche	Montant (y compris les coûts d'appui) (\$US)	Raison du retard/retrait	Recommandation
Qatar (Phase I)	PNUE	2013	169 500	Signature de l'accord/document de projet	Notant avec satisfaction les efforts menés par les agences d'exécution en vue d'aider le Qatar et exhortant le gouvernement du Qatar à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin de terminer la phase I du PGEH d'ici juin 2019 et à retourner les soldes restants à la 84 ^e réunion, notant que la phase II du PGEH devrait être soumise à la 83 ^e réunion.
	ONUDI	2013	571 935	Difficultés internes ou externes	
République de Moldavie (Phase II)	PNUE	2018	29 493	Suffisamment de fonds de la tranche précédente toujours disponibles, seuil de décaissement de 20 %	Notant que le taux de décaissement général de la première (2016) tranche de la phase II du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 % et exhortant le gouvernement de la République de Moldavie à collaborer avec le PNUE afin que la deuxième (2018) tranche puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 % pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Arabie Saoudite (Phase I)	ONUDI	2016	909 500	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'UNO, modification structurelle, absence de rapport de vérification, seuil de décaissement de 20 %	Notant que la vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC n'avait pas été achevée et que le taux de décaissement général de la quatrième (2015) tranche de la phase I du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 % et exhortant le gouvernement d'Arabie Saoudite à collaborer avec l'ONUDI afin de terminer le processus de vérification, de manière à ce que la cinquième (2016) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e ou 84 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte le risque potentiel de non-conformité avec ses obligations au titre du Protocole de Montréal et la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 % pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Sénégal (Phase I)	PNUE	2018	90 400	Révision de l'accord	Notant les retards attribuables à la révision de l'accord et au nouveau plan d'action et exhortant le gouvernement du Sénégal à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin de finaliser l'accord révisé, de manière à ce que la troisième (2018) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2018	21 500	Révision de l'accord	
Sierra Leone (Phase I)	PNUE	2018	23 730	Suffisamment de fonds de la tranche précédente toujours disponibles	Notant que la quatrième (2018) tranche de la phase I du PGEH soumise à la 82 ^e réunion avait été retirée et exhortant le gouvernement de la Sierra Leone à collaborer avec le PNUE afin d'accélérer la mise en œuvre de la troisième (2016) tranche, de manière à ce que la quatrième tranche puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à

Pays	Agence	Tranche	Montant (y compris les coûts d'appui) (\$US)	Raison du retard/retrait	Recommandation
					prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures.
Afrique du Sud (Phase I)	ONUDI	2016	534 585	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'UNO, modification structurelle, absence de rapport de vérification	Notant que la vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC n'avait pas été achevée et exhortant le gouvernement d'Afrique du Sud à collaborer avec l'ONUDI afin de terminer ce processus, de manière à ce que la quatrième (2016) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
Soudan du Sud (Phase I)	PNUD	2018	54 500	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'UNO, modification structurelle, difficultés internes ou externes, seuil de décaissement de 20 %	Notant la modification structurelle survenue dans le pays et exhortant le gouvernement du Soudan du Sud à collaborer avec le PNUD et le PNUE afin que la deuxième (2018) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 % pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
	PNUE	2018	79 665	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'UNO, modification structurelle, seuil de décaissement de 20 %	
Togo (Phase I)	PNUE	2018	45 200	Absence de rapport de vérification	Notant que la vérification obligatoire des objectifs de consommation de HCFC n'avait pas été achevée et exhortant le gouvernement du Togo à collaborer avec le PNUE afin de terminer ce processus, de manière à ce que la quatrième (2018) tranche de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2018 et des tranches ultérieures.
Tunisie (Phase I)	France	2017	78 769	Non fournie	Notant les retards imputables à la mise en œuvre du volet Secteur de la réfrigération et de la climatisation de la phase I du PGEH et exhortant le gouvernement de la Tunisie à collaborer avec le gouvernement de la France, le PNUE et l'ONUDI afin que la troisième (2017) tranche puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2017.
	PNUE	2017	16 950	Mise en œuvre du volet Investissements	
	ONUDI	2017	116 003	Difficultés internes ou externes	
Turquie (Phase I)	ONUDI	2016	1 710 770	Suffisamment de fonds de la tranche précédente toujours disponibles, seuil de décaissement de 20 %	Notant que le taux de décaissement général de la deuxième (2015) tranche du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 % et exhortant le gouvernement de la Turquie à collaborer avec l'ONUDI afin d'accélérer la mise en œuvre, de manière à ce que la troisième (2016) tranche de la

Pays	Agence	Tranche	Montant (y compris les coûts d'appui) (\$US)	Raison du retard/retrait	Recommandation
					phase I du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 % pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
République bolivarienne du Venezuela (Phase II)	PNUD	2017	214 000	Décisions/approbations gouvernementales, changements au sein de l'UNO, modification structurelle, seuil de décaissement de 20 %	Notant la demande d'annulation du plan du secteur des mousses mis en œuvre par le PNUD et exhortant le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela à collaborer avec l'ONUDI afin d'accélérer la mise en œuvre de la première (2016) tranche, de manière à ce que la deuxième (2017) tranche de la phase II du PGEH puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2017 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2017	615 250	Agence de coopération pas prête à soumettre la proposition	
Vietnam (Phase II)	Banque mondiale	2017	2 331 737	Signature de l'accord/document de projet, seuil de décaissement de 20 %	Notant que l'accord n'avait pas été signé et que le taux de décaissement général de la première (2016) tranche du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 %, et exhortant le gouvernement du Vietnam à collaborer avec le gouvernement du Japon et la Banque mondiale afin d'accélérer la signature de l'accord, de manière à ce que la deuxième (2017) tranche puisse être soumise à la 83 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé destiné à prendre en compte la réaffectation de la tranche de 2017 et des tranches ultérieures, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 % pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
	Japon	2017	185 297	Signature de l'accord/document de projet, seuil de décaissement de 20 %	
Total			31 659 144*		

*Exclut la Barbade, Haïti et Saint-Vincent-et-les-Grenadines dont la tranche peut être soumise à la 82^e ou 83^e réunion (décision 81/27(b)).